

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 1er février 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "fixant les conditions auxquelles les bateaux affectés au transport de marchandises pour compte propre sont libérés de l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure", a donné le 8 mai 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 1 februari 1996 door de Minister van Vervoer verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de schepen die gebruikt worden voor het vervoer van eigen goederen vrijgesteld zijn van de tussenkomst van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart", heeft op 8 mei 1996 het volgende advies gegeven :

Préambule.

Alinéa 1er.

Lorsque, dans le préambule, il est fait spécialement référence à des articles déterminés d'un texte législatif ou réglementaire, seules les modifications que ces articles ont subies doivent être expressément mentionnées. Les modifications qui auraient affecté d'autres dispositions du texte auquel il est référé n'ont pas, par contre, à figurer dans le préambule.

L'alinéa doit, en conséquence, être rédigé comme suit :

"Vu le statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure annexé à l'arrêté royal du 3 décembre 1968 portant refonte du statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure, notamment l'article 7 modifié par l'arrêté royal n° 173 du 30 décembre 1982;"

Pour le surplus, il est fait référence aux autres observations faites dans l'avis L. 24.893/9 donné ce jour à propos du préambule du projet d'arrêté ministériel "établissant les modalités de l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure dans l'élaboration des contrats d'affrètement et les conditions et prix auxquels ces contrats doivent satisfaire".

.../...

Dispositif.

Observations générales.

La rédaction du projet, (aussi bien du texte français que du texte néerlandais), laisse à désirer. Elle doit être revue à la lumière des observations suivantes :

- 1° il est de règle que les renvois à d'autres dispositions d'un même arrêté s'opèrent sans qu'il soit nécessaire d'indiquer que les dispositions auxquelles il est fait référence constituent des dispositions du même texte. Les mots "du présent arrêté" figurant dans la phrase introductive de l'article 2 ainsi qu'à la fin du paragraphe 1er de l'article 8 doivent, en conséquence, être supprimés;
- 2° les parenthèses ainsi que la double conjonction "et/ou", sont à proscrire;
- 3° lorsque, dans un texte réglementaire, l'on souhaite marquer une obligation, on recourt au présent de l'indicatif (non au verbe "devoir"). Mieux vaut en conséquence, à titre d'exemple, rédiger l'article 2 comme suit :

"Art. 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 13, un bateau est réputé transporter ou entreposer des marchandises pour compte propre, pour autant :

- 1° qu'il appartienne, pour au moins la moitié, en pleine propriété à l'entreprise, personne physique ou morale (et non juridique comme indiqué au projet) qui transporte ou entrepose des marchandises;

.../...

- 2° que le transport ou l'entreposage de marchandises couvre les besoins propres de l'entreprise;
 - 3° que l'entreprise arme le bateau avec son propre personnel;
 - 4° que le transport constitue une activité accessoire par rapport à l'activité globale de l'entreprise (et non "dans le cadre de l'ensemble de l'activité de l'entreprise" comme indiqué au projet);
 - 5° que les marchandises transportées ou entreposées appartiennent à l'entreprise ou aient été vendues, achetées, produites ou transformées par elle".
- 4° la division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chaque paragraphe ne comporte qu'un seul alinéa. La rédaction des articles 8, 10, 12, 14 et 15 doit être revue en conséquence.

Observations particulières.

Article 1er.

Cet article appelle les observations suivantes :

1. Les mots "du présent règlement" figurant dans la phrase introductive doivent être remplacés par les mots "du présent arrêté".

.../...

2. Il n'y a pas lieu de figer la référence au statut de l'Office régulateur de la Navigation intérieure à laquelle l'arrêté en projet procède. Les mots "interprété et modifié par la loi du 7 septembre 1979 et modifié par l'arrêté royal n° 173 du 30 décembre 1982" figurant à la fin du 3° doivent, en conséquence, être omis.

3. Les mots "25 t" et les mots "conformément aux conditions des articles 36 à 38 inclus de l'arrêté "transports intérieurs"" figurant au 6° doivent, pour leur part, être respectivement remplacés par les mots "25 tonnes" et par les mots "conformément aux articles 36 à 38 de l'arrêté "transports intérieurs"".

Article 4.

La disposition en projet serait mieux rédigée comme suit:

"Art.4. Le ministre ou son délégué délivre à l'entreprise qui le requiert le certificat de transport pour compte propre pour autant que cette dernière démontre :

- 1° qu'elle a un établissement industriel ou commercial en Belgique;
- 2° qu'il est satisfait aux conditions mentionnées à l'article 2.

L'avis du comité des frets est préalablement requis".

.../...

Article 5.

1. Le mot "attestation" et les mots "sur base" figurant au 5° de l'alinéa 1er doivent être respectivement remplacés par le mot "l'attestation" et par les mots "sur la base".

2. L'alinéa 2 serait, pour sa part, mieux rédigé comme suit :

"Le demandeur répond à toute requête de l'Office l'invitant à lui fournir des renseignements complémentaires susceptibles d'intéresser l'examen de sa demande".

Article 10.

Le paragraphe 3 (devenant l'alinéa 3), sera rédigé comme suit :

"La cotisation annuelle fixe visée à l'alinéa 1er est liquidée à l'Office dans les délais suivants :

- 1° pour la première année, avant la délivrance même du certificat de transport;
- 2° pour les années suivantes, cinq jours au plus tard avant l'expiration du délai de validité visé à l'article 8, alinéa 1er".

Article 12.

.../...

1. Les mots "qu'aux conditions suivantes" figurant à la fin de la phrase introductive du paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er) doivent être remplacés, conformément à la version néerlandaise du texte, par les mots "que dans les cas suivants". Par ailleurs, le texte néerlandais de cette disposition devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. La condition inscrite dans l'article 12, § 1er (devenant l'alinéa 1er), 1^o, est excessive et, partant, disproportionnée, dans la mesure où elle oblige le transporteur, qui entend exécuter du transport pour compte de tiers, à renoncer, pour l'ensemble de sa flotte et non pour le ou les seuls bateaux concernés - bateaux pour lesquels, en vertu de l'article 3, un certificat particulier a dû être obtenu -, et ce pour une durée d'au moins trois ans, à son droit d'exécuter des transports pour compte propre.

3. Le 2^o du même alinéa, serait mieux rédigé comme suit :

"2^o lorsque les besoins l'exigent en exécution de mesures générales arrêtées par le ministre".

Le texte néerlandais du paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2) devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13.

.../...

Mieux vaudrait, afin d'améliorer la lisibilité du texte, faire des deux dernières phrases de l'article un second alinéa. Par ailleurs, le texte néerlandais de cet article devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14.

Le paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2), serait mieux rédigé comme suit :

"La décision du ministre portant retrait du certificat de transport pour compte propre est prise après consultation du comité des frets".

Article 15.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16.

Cette disposition revêt la nature d'une disposition transitoire. Elle trouverait, en conséquence, mieux sa place après l'abrogatoire de l'article 18. Par ailleurs, le texte néerlandais de cette disposition devrait être rédigé

.../...

ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17.

Les mots "mettra", "fera" et "auxquels" doivent respectivement être remplacés par les mots "met", "fait" et "pour lesquels".

Article 18.

1. La phrase introductive de la disposition en projet doit s'écrire comme suit :

"Art. 18. Sont abrogés : ... (la suite comme au projet)".

2. La référence à l'arrêté ministériel du 23 mars 1960 fixant les conditions dans lesquelles les bateaux affectés au transport de marchandises pour compte propre sont libérés de l'intervention des bureaux d'affrètement à tour de rôle, doit être complétée par l'indication des différentes modifications dont cet arrêté a fait l'objet. Les mots "modifié par les arrêtés ministériels des 26 août 1960, 26 janvier 1961, 10 juillet 1974 et 22 février 1984" seront, à cet effet, ajoutés après les mots "à tour de rôle" figurant à la fin du 1^o de l'article.

Observation finale.

.../...

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Aanhef.Eerste lid.

Wanneer in de aanhef inzonderheid verwezen wordt naar bepaalde artikelen van een wet of een verordening, hoeft alleen uitdrukkelijk melding gemaakt te worden van de wijzigingen die in deze artikelen zijn aangebracht. De wijzigingen aangebracht in andere bepalingen van de tekst waarnaar wordt verwezen, hoeven daarentegen niet aangegeven te worden in de aanhef.

Derhalve moet het lid als volgt worden gesteld :

"Gelet op het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, gevoegd bij het koninklijk besluit van 3 december 1968 houdende omwerking van het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 173 van 30 december 1982;"

Voor het overige wordt verwezen naar de overige opmerkingen gemaakt in advies L. 24.893/9, dat heden verstrekt is, omtrent de aanhef van het ontwerp van ministerieel besluit "houdende vaststelling van de modaliteiten van tussenkomst van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart in de totstandkoming van bevrachtingsovereenkomsten en van de prijzen en voorwaarden waaraan deze bevrachtingsovereenkomsten dienen te beantwoorden".

Bepalend gedeelte.

.../...

Algemene opmerkingen.

De redactie van het ontwerp laat, zowel wat de Nederlandse als de Franse tekst betreft, te wensen over. De tekst moet in het licht van de volgende opmerkingen worden herzien :

- 1° de regel wil dat naar andere bepalingen van eenzelfde besluit verwezen wordt zonder dat hoeft te worden vermeld dat de bepalingen waarnaar verwezen wordt, tot dezelfde tekst behoren. Bijgevolg moeten de woorden "van dit besluit", welke voorkomen in de inleidende zin van artikel 2 en aan het eind van artikel 8, § 1, vervallen;
- 2° het gebruik van haakjes en van de voegwoordcombinatie "en/of" is af te raden;
- 3° wanneer in een verordening een verplichting moet worden weergegeven, wordt de onvoltooid tegenwoordige tijd gebruikt (doch niet de woorden "dienen te", "moeten" of "behoren"). Zo bijvoorbeeld zou het beter zijn om bij wijze van voorbeeld artikel 2 als volgt te stellen :

"Art. 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 13, wordt een schip geacht voor eigen rekening goederen te vervoeren of op te slaan als :

- 1º de onderneming, de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die goederen vervoert of opslaat ten minste de helft van de volle eigendom van het schip bezit;
 - 2º het vervoer of de opslag van goederen de eigen behoeften van de onderneming dekt;
 - 3º de onderneming het schip met haar eigen personeel bemant;
 - 4º het vervoer een aanvullende activiteit vormt tegenover de gezamenlijke activiteit van de onderneming (doch niet "in het kader van de gezamenlijke bedrijvigheid van de onderneming", zoals in het ontwerp te lezen staat);
 - 5º de vervoerde of opgeslagen goederen aan de onderneming toebehoren of door haar verkocht, gekocht, voortgebracht of bewerkt zijn".
- 4º er is geen grond om een artikel in paragrafen te verdelen wanneer iedere paragraaf slechts één enkel lid bevat. De redactie van de artikelen 8, 10, 12, 14 en 15 moet dienovereenkomstig worden herzien.

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 1.

Omtrent dit artikel moeten de volgende opmerkingen worden gemaakt :

.../...

1. De woorden "du présent règlement", die voorkomen in de Franse lezing van de inleidende zin, moeten worden vervangen door de woorden "du présent arrêté".

2. Er is geen grond om, zoals in het ontworpen besluit het geval is, de verwijzing naar het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart te fixeren. De woorden "geïnterpreteerd en gewijzigd bij de wet van 7 september 1979 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 173 van 30 december 1982", welke voorkomen aan het eind van onderdeel 3°, moeten bijgevolg vervallen.

3. De woorden "overeenkomstig de artikelen 36 tot en met 38 van het besluit 'binnenlands vervoer'", die voorkomen in onderdeel 6°, moeten hunnerzijds vervangen worden door de woorden "overeenkomstig de artikelen 36 tot 38 van het besluit 'binnenlands vervoer'".

In de Franse lezing van het ontwerp moet bovendien "25 tonnes" worden geschreven, en niet "25 t".

Artikel 4.

Het zou beter zijn de ontworpen bepaling als volgt te stellen :

.../...

"Art. 4. De minister of diens gemachtigde geeft het certificaat van vervoer voor eigen rekening af aan de onderneming die erom verzoekt, mits deze laatste aantoont :

- 1° dat ze een handels- of nijverheidsvestiging in België heeft;
- 2° dat voldaan is aan de voorwaarden gesteld in artikel 2.

Vooraf wordt het advies van het vrachtencomité ingewonnen".

Artikel 5.

1. De woorden "attestation" en "sur base", welke voorkomen in de Franse lezing van het eerste lid, 5°, moeten respectievelijk worden vervangen door de woorden "l'attestation" en "sur la base".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"De aanvrager gaat in op ieder verzoek om aanvullende inlichtingen van de Dienst die van belang kunnen zijn voor het onderzoek van de aanvraag".

.../...

Artikel 10.

Paragraaf 3 (die het derde lid wordt) moet als volgt worden gesteld :

"De jaarlijkse vaste bijdrage bedoeld in het eerste lid wordt binnen de volgende termijnen aan de Dienst betaald :

- 1º voor het eerste jaar, vóór de eigenlijke afgifte van het certificaat van vervoer;
- 2º voor de volgende jaren, uiterlijk vijf dagen vóór het verstrijken van de geldigheidstermijn bepaald in artikel 8, eerste lid".

Artikel 12.

1. In de Franse lezing moeten de woorden "qu'aux conditions suivantes", die voorkomen aan het eind van de inleidende zin van paragraaf 1 (die het eerste lid wordt), overeenkomstig de Nederlandse lezing van de tekst vervangen worden door de woorden "que dans les cas suivants". In de Nederlandse tekst van die bepaling schrijve men trouwens "in de volgende gevallen".

2. De voorwaarde gesteld in artikel 12, § 1 (die het eerste lid wordt), 1º, is buitensporig en staat derhalve buiten verhouding, in zoverre ze de vervoerder die voornemens is goederen voor rekening van derden te vervoeren,

.../...

verplicht om voor zijn gezamenlijke vloot, doch niet voor één of meer betrokken schepen - waarvoor krachtens artikel 3 een bijzonder certificaat moest worden verkregen -, voor een periode van ten minste drie jaar af te zien van zijn recht om goederen voor eigen rekening te vervoeren.

3. Het zou beter zijn onderdeel 2° van hetzelfde lid als volgt te stellen :

"2° wanneer de behoeften zulks vereisen overeenkomstig algemene, door de Minister vastgestelde maatregelen".

In paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) schrijve men "met toepassing van" en niet "bij toepassing van".

Artikel 13.

In de eerste volzin schrijve men "wier" in plaats van "wiens".

Teneinde de leesbaarheid van de tekst te verbeteren zou het beter zijn de laatste twee zinnen van het artikel op te nemen in een tweede lid. Bovendien schrijve men : "Deze laatste onderneming mag de goederen slechts vervoeren of opslaan onder dekking van ... indien de minister een gunstige beslissing heeft genomen omtrent de gelijkstelling ervan. De ...".

.../...

Artikel 14.

Het zou beter zijn paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) als volgt te stellen :

"De Minister besluit tot de intrekking van het certificaat van vervoer voor eigen rekening na raadpleging van het vrachtencomité".

Artikel 15.

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijven men "wier" in plaats van "wiens" en "binnen acht dagen" in plaats van "binnen de acht dagen".

Artikel 16.

Deze bepaling is een overgangsbepaling. Het zou derhalve beter zijn ze op te nemen na de opheffingsbepaling van artikel 18. Aan het eind van deze bepaling schrijven men "... onder de voorwaarden waaronder ze zijn afgegeven".

Artikel 17.

De woorden "zal kunnen worden geraadpleegd", "zal ... bevatten" en "werden afgegeven" moeten respectievelijk worden vervangen door de woorden "kan worden geraadpleegd", "bevat" en "zijn afgegeven".

.../...

Artikel 18.

1. De inleidende zin van de ontworpen bepaling moet als volgt worden gesteld :

"Art. 18. Opgeheven worden : ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. De verwijzing naar het ministerieel besluit van 23 maart 1960 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de schepen voor het vervoer van eigen goederen vrijgesteld zijn van de tussenkomst van de beurtbevrachtingskantoren moet worden aangevuld met de vermelding van de onderscheiden wijzigingen die in dit besluit zijn aangebracht. Te dien einde moeten de woorden "gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 26 augustus 1960, 26 januari 1961, 10 juli 1974 en 22 februari 1984" worden toegevoegd achter het woord "beurtbevrachtingskantoren" aan het eind van onderdeel 1^o van het artikel.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige artikelen is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijve men in de inleidende zin van artikel 2 en in artikel 4 "de volgende voorwaarden", alsook, in artikel 3, "is uitgereikt" en "aan de voormelde voorwaarde". In de inleidende zin van artikel 5 schrijve men "De aanvraag tot het verkrijgen van ...". In

.../...

artikel 11 schrijve men "... een staat in twee exemplaren over te zenden ... geschied zijn met het schip waarvoor het certificaat is afgegeven, met opgaaf van ... en van de geadresseerde". In artikel 14, paragraaf 1, die het eerste lid wordt, en in artikel 15, paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men "is uitgereikt".

La chambre était composée de :

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

J. DE GAVRE,

F. DELPEREE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de Coordination a été rédigée et exposée par M. X. DELGRANGE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. X. DELGRANGE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.